



« Nous avons empêché le pire, gagnons le meilleur ! »

Après le cirque indigne d'une démocratie qui a mené à la nomination de Michel Barnier à Matignon, la secrétaire générale de la CGT promet une rentrée des plus offensives. Sophie Binet entend pousser le rapport de force lors de l'examen du budget à l'Assemblée. Nous l'avons rencontrée avant son passage à la Fête de l'Humanité et la journée de mobilisation du 1er octobre.

a CGT n'entend pas laisser de répit à Emmanuel Macron. Jeudi 5 septembre, près d'une heure après la nomination de Michel Barnier à Matignon, « l'Humanité magazine » rencontrait Sophie Binet. La secrétaire générale de la CGT avait déjà annoncé une journée de mobilisation le 1er octobre, jour où arrive le budget 2025 devant les députés. Après le déni de démocratie du chef de l'État, cette date prend une tournure bien plus politique, alors que la cégétiste, une des figures de l'élan populaire post-dissolution, entend arracher des avancées sociales.

Après les législatives, vous vous attendiez à un coup de force d'Emmanuel Macron. C'est chose faite avec Michel Barnier à Matignon. Le chef de l'État devra-t-il se résoudre à amoindrir, voire abandonner sa politique économique pour apaiser le pays ?

C'est une évidence. D'abord, les électeurs ont pris leurs responsabilités pour battre l'extrême droite. Ensuite, la politique économique et sociale d'Emmanuel Macron a été lourdement sanctionnée. En multipliant les cadeaux aux

plus riches, Bruno Le Maire et le chef de l'État ont creusé le déficit de 1 000 milliards depuis 2017. Un millier d'élèves handicapés n'ont pu être scolarisés à la rentrée. Il n'y a jamais eu autant d'enseignants contractuels, c'est-à-dire sans formation. Les urgences arrivent en bout de course. Le bilan d'Emmanuel Macron est une catastrophe.

En cherchant à neutraliser une motion de censure du RN, le président de la République a une nouvelle fois joué avec l'extrême droite, au détriment du sursaut républicain dans l'entre-deux-tours...

En plaçant le RN en faiseur de rois, Emmanuel Macron s'assoit sur le vote des Français. Marine Le Pen aura le pouvoir de vie ou de mort sur Michel Barnier. Le chef de l'État s'est placé en situation de dépendance à l'extrême droite. Dans toutes les autres démocraties parlementaires, c'est la force politique arrivée en tête qui a la responsabilité de construire une majorité. C'est seulement si elle n'y parvient pas que les autres partis prennent la main. En réalité, Emmanuel Macron veut

conserver son pouvoir personnel. Or, président de la République ne signifie pas avoir les pleins pouvoirs. Sa politique est fluctuante sauf dans un domaine : ses orientations économiques au service des puissants. C'est pour maintenir cette politique économique qu'Emmanuel Macron a écarté le NFP de Matignon.

En réponse, vous appelez à une journée de mobilisation le 1er octobre. Quelles sont les priorités de la CGT ?

Ce sont les syndicats de retraités qui ont initié le 1er octobre. Nous l'avons confédéralisé car c'est une date unitaire. C'est aussi le jour de l'arrivée du budget 2025 à l'Assemblée. Cet exercice est central pour nos vies. Sans mobilisation nous risquons une violente austérité : jours de carence, franchises médicales, coupes dans les services publics. Nous le disons à Michel Barnier : pour redynamiser nos services publics, les impôts des plus riches et des multinationales devront augmenter. De plus, il est intolérable que les 170 milliards d'aides publiques à destination des entreprises ne soient pas conditionnés à des impératifs

sociaux et environnementaux. Nous irons arracher les augmentations de salaires, à commencer par l'indexation sur les prix et une réévaluation du Smic. Sans mobilisation, Emmanuel Macron continuera sa politique de casse sociale. Mais, grâce au sursaut populaire à la suite de la dissolution, le chef de l'État n'a jamais été aussi fragilisé. Après avoir évité le pire, l'arrivée de Bardella à Matignon, nous voulons gagner le meilleur. Macron ne comprend que le rapport de force. Or, la force est avec nous. Ne nous laissons pas emporter par le fatalisme, ayons conscience des points marqués depuis 2022.

Lesquels ?

Nous avons empêché une victoire du RN. La gauche est arrivée en tête des législatives anticipées, ce qu'aucun commentateur n'avait prédit. Emmanuel Macron ne contrôle plus rien dans le pays. Sa capacité d'action est contrainte par le Parlement. Le gouvernement Barnier va être le plus faible de la Ve République. Le chef de l'État a dû abandonner les réformes d'assurance-chômage, du logement, de l'audiovisuel public, de la fonction publique, du Code du travail. Ces victoires ont été arrachées par la mobilisation et par les urnes. Sans la dissolution, nous nous préparions à une rentrée de résistance. Nous sommes désormais en situation de conquête sociale. Qui aurait annoncé, un an en arrière, que le débat de cette rentrée serait l'abrogation de la réforme des retraites ? Une majorité de députés s'y disent disposés. Quoi qu'en pense le gouvernement

Barnier, les députés font la loi. Si l'exécutif a la moindre hésitation, je les invite à organiser un référendum. Le résultat sera sans appel.

En l'état actuel du rapport de force, est-il possible d'imposer un meilleur partage des richesses ?

Le patronat fait primer les intérêts des actionnaires sur celui des entreprises. Le programme du NFP était dérangeant pour le Medef parce qu'il opère un rééquilibrage en faveur du monde du travail. Le patronat a brillé par son silence complaisant face à l'extrême droite. Or, la montée du racisme s'opère aussi sur les lieux de travail. Si le patronat se comporte en simple corporation défendant seulement ses intérêts économiques de court terme, alors il n'a plus de légitimité dans le débat démocratique. Nous devons affronter le capital pour le faire céder. Cela nécessite de grandes mobilisations sociales. Le 1er octobre n'est pas une journée de témoignage pour se retrouver entre militants syndicaux. Nous voulons gagner des avancées concrètes pour nos vies. J'appelle les salariés, dans les entreprises, à chiffrer leurs besoins de hausses salariales et à les exiger de leurs patrons en se mettant en grève à compter du 1er octobre. J'appelle les milliers de salariés de l'industrie menacés par des plans de licenciement à s'emparer de cette journée pour défendre leurs emplois. Le délabrement de nos services publics est un problème, pas seulement pour les fonctionnaires, nous voulons gagner le financement néces-

saire. Sur l'ensemble du territoire, les députés doivent être interpellés. La réforme des retraites a été introduite au Parlement par un projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale. Nous pouvons la défaire lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2025.

Solidaires et la FSU appellent également à se mobiliser le 1er octobre. Mais vous n'êtes pas suivis par l'ensemble de l'intersyndicale. Sans retomber dans les divisions des années 2010, faut-il entrevoir la fin d'une dynamique unitaire issue du mouvement de 2023 ?

Lors du 1er mai, les commentateurs avaient prédit la fin de l'intersyndicale, l'ensemble des organisations n'étant pas dans la rue. Dès le lendemain, nous nous sommes retrouvés contre la réforme de l'assurance-chômage. Une majorité d'organisations syndicales se sont mobilisées contre l'extrême droite. Oui, nous avons des stratégies et histoires syndicales différentes. Mais cela n'impacte pas notre dynamique unitaire. Nous faisons primer ce qui nous rassemble sur ce qui nous divise. D'ailleurs nous avons tenu une intersyndicale le 9 septembre. Une campagne unitaire contre le racisme et l'antisémitisme dans les entreprises sera prochainement lancée. Enfin, au lendemain du scrutin législatif, sept organisations syndicales ont signé une plateforme revendicative commune interpellant l'exécutif : abrogation de la réforme des retraites, hausse des salaires, défense de

l'industrie et financement des services publics.

Dans ce contexte politique, aucune grève n'a été impulsée durant les jeux Olympiques. Assumez-vous cette stratégie ?

La grève ne se décrète pas. Je n'ai malheureusement pas de bouton rouge « grève générale » sur mon bureau. Les salariés se mettent en grève sur leurs revendications. La CGT a déposé des préavis, durant les JO, dans de nombreux secteurs. La cérémonie d'ouverture a failli ne pas se tenir, parce que les organisateurs refusaient de payer dignement les danseurs. Et, à trois jours de l'événement, nous avons gagné le doublement des rémunérations. Idem à la Monnaie de Paris, qui frappait les médailles olympiques. Nous avons obtenu des primes pour compenser le surcroît de travail. Ces salariés n'étaient pas favorables à déposer des préavis. Ils étaient fiers de travailler à la réussite des jeux Olympiques. En fin de compte, il n'y a pas eu de grèves parce que les salariés ne l'ont pas souhaité. Il faut arrêter le fantasme des pseudo-grèves par procuration. Les cheminots, les énergéticiens, les dockers... ne supportent plus ces discours. Chacun doit prendre ses responsabilités, non pas quelques secteurs professionnels. Durant le mouvement des retraites, ces secteurs dans lesquels la CGT est le plus implantée se sont sentis très seuls pour construire les grèves reconductibles. Les énergéticiens ont tenu cinquante jours, les dockers pas loin d'un mois, idem chez les

éboueurs... Ils le paient cash avec une terrible répression antisyndicale et plus de 1 000 procédures ouvertes contre nos militants et nos dirigeants.

La charte sociale des JO, négociée par Bernard Thibault, doit-elle s'inscrire dans la loi ?

Cette charte a permis de diviser par quatre le nombre d'accidents du travail sur les chantiers. Aucun accident mortel n'est à déplorer. Il n'y a donc pas de fatalité. Ces mesures doivent être généralisées à tous les secteurs d'activité. Cela implique de recruter des inspecteurs du travail, de créer de nouvelles prérogatives pour les délégués du personnel en commençant par restaurer les CHSCT et de limiter la sous-traitance.

Quelle adaptation de la CGT aux mutations du salariat ?

Durant le mouvement contre les retraites, les grèves ne se sont pas étendues parce que les déserts syndicaux sont trop nombreux. Les taux de syndicalisation sont faibles. Il faut rompre avec le syndicalisme par procuration, encourager ceux qui partagent le discours de la CGT à se syndiquer. La CGT a des transformations à opérer et une réflexion interne est engagée. Nos formes de syndicalisation doivent s'adapter aux petites et moyennes entreprises, en développant les syndicats de territoire. Par exemple, dans la construction, des syndicats départementaux regroupent des salariés de différentes entreprises. Depuis la dissolution,

plusieurs milliers de syndiqués nous ont rejoints, notamment des jeunes, des femmes et des cadres. C'est très positif. Mais cela doit s'accompagner d'un travail dans la durée pour porter spécifiquement les revendications des salariés les plus qualifiés sans que cela n'invisibilise les ouvriers et les employés, qui doivent rester le centre de gravité de la CGT.

En dix-huit mois comme secrétaire générale, vous avez multiplié les déplacements dans les entreprises. Quel est le pouls dans le monde du travail ?

Malgré une participation record, la moitié des ouvriers et 42 % des employés n'ont pas voté lors des législatives. Les raisons structurelles de cette abstention sont inquiétantes, à commencer par la distanciation des partis de gauche et du monde du travail. La gauche a souvent trahi les attentes. Elle doit redevenir le parti du travail. Rien n'est jamais écrit d'avance. C'est par notre mobilisation collective, y compris de la CGT, que nous avons arraché le résultat du 7 juillet. Cela doit nous donner confiance en l'avenir. Pour éviter l'extrême droite, nous connaissons les prérequis : l'union des forces de gauche, sur un programme de rupture, accompagné d'une reconnexion avec le monde du travail.

Pour sortir de la dualité emploi contre transition écologique, la CGT travaille à des contre-projets industriels dans les territoires. Quelle est cette méthode ?

La CGT pense, avec les travailleurs, à la transformation des moyens de production. Les contradictions entre le social et l'environnement ne se dépasseront pas d'en haut. Le chantage à l'emploi qu'exerce le patronat fait monter l'extrême droite. À Tefal, la CGT a eu le courage d'affronter le patronat qui veut continuer à produire des poêles avec des polluants éternels et menace de fermer l'usine. Pour cela, nous avons croisé les points de vue entre les salariés, les citoyens et les scientifiques. Et nous travaillons activement à des alternatives aux polluants éternels. À gauche, entre les syndicats, les ONG et les partis, nous devons pousser le débat pour dépasser nos désaccords. On doit se dire qu'il n'existe pas d'énergie sans impact environ-

nemental. Or nous avons besoin d'énergie pour relocaliser notre industrie, améliorer nos conditions de vie et répondre au basculement des voitures thermiques vers l'électrique. Il s'agit donc, en la matière, de définir une balance coût/inconvénient. À ce stade, il nous semble impossible de sortir des énergies fossiles sans électricité nucléaire. Je ne crois pas que nous soyons prêts à recouvrir nos espaces naturels d'éoliennes, de panneaux solaires et de barrages.

Le combat des Duralex, à La Chapelle-Saint-Mesmin, a marqué l'actualité sociale de l'été. La CGT, majoritaire, n'a pas soutenu la transformation de l'usine en Scop. Quelles sont vos réticences ?

Nous sommes inquiets sur la solidité financière et industrielle de la Scop. Cependant, le projet a été retenu et nous devons tout faire pour sa réussite. L'absence d'exécutif est préjudiciable. La commande publique peut pérenniser l'entreprise. Les collectivités et l'éducation nationale doivent se fournir chez Duralex.

Les élus locaux de tous bords se sont mobilisés pour sauver une marque iconique. Je note que le rapport de force, impulsé par la CGT depuis trente ans, a réussi à imposer un changement de discours sur l'industrie que nous étions bien seuls à défendre. ■

par Naïm Sakhi

